

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 02/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VOCO SARL**

rue des Tilleuls  
68210 Dannemarie

Références : 0006702893\_2024-03-27\_VOCO-SARL\_VIIC-échéances  
Code AIOT : 0006702893

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement VOCO SARL implanté rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de contrôle a porté sur le suivi des échéances de la visite du 8 novembre 2023 :

- contrôle de la cohérence de l'étiquetage des contenants de déchets dangereux présents dans la zone d'attente de prise en charge par un traiteur de déchets, avec les déchets qu'ils contiennent ;
- analyse des éléments transmis dans le cadre du contrôle de la réserve d'eau incendie, effectué par une société spécialisée dans le domaine de la défense incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOCO SARL
- rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie
- Code AIOT : 0006702893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso / IED : Non

La société VOCO est spécialisé dans le tréfilage de fils d'acier ou alliages de différentes qualités, clairs, galvanisés ou cuivrés.

Au titre des ICPE, la société VOC, sur son site de Dannemarie, est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n°02\_2330 du 22 août 2002 ainsi que par l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 26 juin 2005.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 16.2	Sans suite

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 08 novembre 2023, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté ainsi qu'une lettre préfectorale de suite administrative.

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitation par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étiquetage sur les emballages ou les contenants
<b>Prescription contrôlée :</b> <b><u>Code de l'environnement, article L 541-7-1 modifié par Loi n°2020105 du 10 février 2020 – art.118</u></b> [...]Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.[...]
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle initial en date du 08 novembre 2023, l'Inspection avait constaté une incohérence de l'étiquetage des contenants de déchets dangereux présents dans la zone d'attente de prise en charge par un traiteur de déchets. L'Inspection avait caractérisé les faits comme non conformes avec mise en demeure par arrêté.  Afin de démontrer le retour en conformité vis-à-vis des dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis en date du 08 janvier 2024, un courrier (avec photos) explicitant la mise en place de tous les étiquetages relatifs aux types de déchets présents dans les conteneurs au sein de la zone d'attente de prises en charge.  Lors de la visite d'inspection, les constats ont été réalisés dans le but de vérifier la continuité du plan d'action mis en place par l'exploitant, ainsi que la bonne retranscription des mentions de dangers présentes sur les FDS (Fiches de Données de Sécurité) en cohérence avec les déchets dangereux présents dans les conteneurs.  Lors de la visite sur le terrain, la zone d'attente de prise en charge des déchets dangereux a été contrôlé. Il a été constaté que tous les contenants sont bien identifiés avec un étiquetage faisant apparaître la dénomination des déchets dangereux ainsi que les identifications de danger associées, conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis toutes les FDS des produits chimiques présents sur l'exploitation. Après analyse par l'Inspection des documents transmis, il a été constaté que les informations présentes sur les étiquetages des déchets dangereux sont cohérentes avec les données mentionnées dans les FDS.  Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle initial en date du 08 novembre 2023, l'Inspection avait constaté une absence de vérification et d'entretien, concernant la réserve d'eau d'incendie présente sur site.  L'Inspection avait caractérisé les faits comme non conformes avec une lettre préfectorale de suite administrative.

Afin de démontrer le retour en conformité vis-à-vis de la prescription initialement contrôlée, l'exploitant a transmis en date du 08 janvier 2024, le rapport de contrôle de la réserve d'eau incendie effectuée par une société spécialisée en date du 08 février 2024.

Après analyse par l'Inspection du document transmis, il a été constaté que ce contrôle a bien été réalisé selon les règles en vigueur (norme-NF S 62-250).

Cependant le rapport fait apparaître en conclusion une non-conformité détectée lors de ce contrôle, à savoir l'absence de marquages permanents et visibles situés à proximité des prises d'aspiration.

Lors de la visite sur le terrain, la réserve d'eau incendie a été contrôlée.

Il a été constaté que l'exploitant a fait installer un panneau indiquant le point d'eau incendie ainsi que les panneaux indiquant les points d'aspiration incendie, permettant de lever la non-conformité mentionnée dans le rapport de contrôle.

De plus après échange avec l'exploitant, il a été constaté que la réserve d'eau incendie est désormais intégrée au plan de contrôle réglementaire annuelle en même temps que les organes de sécurité incendie du site (contrôle réalisé chaque année en avril).

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite